



NOTE AU FORMATEUR

OBJET	Situation économique et financière du Luxembourg – plan de la présentation
De	Georges Heinrich, Directeur du Trésor
Date	28 octobre 2013

I. Comité de prévision

Comité de prévision prépare une prévision « à politique inchangée », 2013-2016.

II. Situation financière de l'administration centrale

(cf. note au Formateur du 28 octobre 2013).

Optique « stock » de la situation budgétaire (≠optique « flux », i.e. solde budgétaire).

Bilan financier décrit la situation patrimoniale de l'Etat en termes d'emplois (utilisation des fonds) et de ressources (origine des fonds).

Au 30.9.2013, l'Etat détient actifs à hauteur de 8,2 milliards d'euros dont 2,9 milliards de liquidités « de trésorerie » et 4,2 milliards d'euros de participations (sociétés de droit privé cotées ou non en bourse, établissements publics, institutions financières internationales).

Passif est constitué de dépôts de tiers auprès de l'Etat (745 millions d'euros) et dette publique (optique « Trésorerie ») 9,3 milliards d'euros. Fonds propres de l'Etat sont négatifs (-1,9 milliards d'euros).

N.B. Avoirs des fonds spéciaux de l'Etat au 30.9.2013 : 1,705 milliards d'euros.

Stratégie gestion des participations de l'Etat, y compris participations secteur financier (notamment participation BGL BNPP).

Comparaison 2009 vs. 2013.

Engagements « hors bilan » de l'Etat : les passifs implicites (+/- 4,8 milliards d'euros ou 11,1% du PIB en 2013).

III. Dette publique

Dette publique « optique Trésorerie » ≠ dette publique « SEC95 ».

Dette publique SEC95 = dette de l'administration centrale (y compris dette contractée par établissements publics, « Loi de garantie », prêts EFSF...) + dette administrations locales.

A noter : « dynamique » de la dette SEC95 déterminée par déficit de l'administration centrale (et non pas déficit de l'administration publique – en raison de l'excédent de la sécurité sociale).

Dette « SEC95 » de l'administration publiques

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	5 394,9	5 527,2	7 672,5	7 804,1	9 312,6	11 045,6 (25,0% du PIB)
Administration centrale	4 535,5	4 658,8	6 712,5	6 829,6	8 322,1	10 043,0 (22,7% du PIB)
Administrations locales	859,4	868,4	960,1	974,6	990,5	1 002,7 (2,3% du PIB)

(en millions d'euros)

<u>Ventilation</u> de la dette de l'administration centrale (année 2013) :	Emprunts obligataires	6 550,0
	Prêts bancaires	1 232,0
	Etablissements publics	394,3
	PPP	1 077,5
	EFSF	495,5
	Autres	294,7
		<u>10 043,0</u>

Impact budgétaire de la dette publique : « service » de la dette publique a augmenté de 138 millions d'euros en 2009 à 266 millions d'euros en 2013 ; à l'heure actuelle, Etat bénéficie de taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas.

Prochaines échéances de remboursement du principal : décembre 2013 (2 milliards d'euros), février 2016 (400 millions d'euros), mai 2017 (132 millions d'euros), février 2018 (200 millions d'euros) et octobre 2018 (500 millions d'euros).

Dette publique dans l'optique « investisseur » : « credit quality » (notation souveraine AAA) vs. « liquidity ».

IV. Le cadre institutionnel

Pacte de Stabilité et de Croissance (« draft budgetary plan », semestre européen...).

Fiscal compact/projet de loi no. 6597.

Réforme budgétaire (audit OCDE de 2012).

Améliorer la qualité des statistiques et prévisions macroéconomiques et budgétaires.

Implication de tous les secteurs de l'administration publique dans processus de consolidation budgétaire.

ANNEXE : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU LUXEMBOURG – VUE SYNOPTIQUE

“STRENGTHS”

Situation des finances publiques favorable en comparaison internationale (déficit et dette nettement inférieur à la moyenne UE/zone euro)

Notation souveraine AAA

« Strong government balance sheet » (qualité des actifs détenus par l'Etat)

Existence d'une importante réserve de pension

Secteur financier « résilient » pendant et après la crise, garantissant des recettes d'impôt importantes à l'Etat

Solidité des finances publiques et stabilité politique sont des facteurs importants pour compétitivité du Luxembourg

“WEAKNESSES”

Augmentation importante de la dette publique depuis 2007

Focalisation excessive sur le budget des recettes (variation des dépenses est une fonction de l'évolution des recettes)

Base fiscale étroite

Forte croissance « autonome » des dépenses publiques

Appui de la politique budgétaire à la croissance économique : trop d'accent sur court terme vs long terme

Données sur les finances communales de faible qualité et délais de « livraison » inadéquats

“OPPORTUNITIES”

Réforme de la gouvernance budgétaire

Réorientation de la politique budgétaire: financement de la croissance à long-terme (par le biais du budget des dépenses et du budget des recettes)

Améliorer l'efficacité de la dépense publique, notamment par le biais d'une analyse coût-efficacité plus systématique (+ évaluation ex post des mesures)

Existence d'un potentiel de génération de revenus de privatisation (et/ou de dividendes)

Mise en place de l'Union Bancaire (si degré d'ambition politique élevé)

“THREATS”

TVA commerce électronique

Crise économique & financière: effets à long terme sur la croissance potentielle et l'emploi

Erosion de la marge de manœuvre nationale en matière de politiques fiscales (« harmonisation vers le haut »)

Vieillesse démographique et impact sur dépenses liées au vieillissement (+ impact sur croissance potentielle)

Augmentation du chômage et sa résistance à la baisse

Instabilité financière au niveau de la zone euro

Mise en place de l'Union Bancaire (si degré d'ambition politique peu élevé)